

## Réunion du 7 juin 2016 à La Destrousse

**Présents :** Roger Jean-Claude Vigicor  
Savoie Françoise ACS  
David Josette Peuples Solidaires  
Joué Solange et Fauvelle Hélène CCFD Terre Solidaire  
Degros Stéphane Com'étik Diffusion  
Tronchon Jean-François Casa Tana  
Cuguillère Maryse Attac Pays d'Aubagne  
Richard Antoine Comités Locaux Attac 13  
Sebaoui Fabien Webmaster

**Excusés :** Caussanel Cécile Casa-Tana  
Bocquet Jean Ballon Rouge  
Crassous Henri CCFD-TS  
Etienne Chomarat Survie PACA  
Schwartz Bernadette Pacte civique  
Lagune Raymonde CADTM Aix  
Alain Simoncini Bolomoÿ  
Monique Tapping et Jérôme Laplane Chasaadd

**N'ont pas répondu :**

Emmaüs Saint Marcel  
ATD Quart Monde  
Tabalé,  
Pour une constituante (cercle de Marseille)  
Oxfam

### 1. Préambule lors de la présentation des participants

Com'étik Diffusion connaît des difficultés suite à la suppression de subventions de la région. Stéphane ne sait pas ce que va devenir l'association ni télé mouche. Il va sûrement être licencié. Le site continue grâce à Fabien qui a pris le relais. Richard Antoine représente Attac Pays d'Aix, Salon, Gardanne et Marseille.

### 2. INFORMATIONS SUR CE QUI A ÉTÉ FAIT :

#### 2.1 Actions auprès des élus

**Suite à l'envoi d'un courrier le 4 avril dernier à C. Estrosi :** rendez-vous prévu le 16 juin à 11h au Conseil Régional avec sa chargée de mission.

**Actions auprès des députés :** suite à nos 3 interpellations en PACA sur le territoire ex Rhône Alpes, PACA et Corse, un certain nombre de députés ont fait des retours, voir le site stopparadisfiscaux13. Un rendez-vous a été pris avec la chargée de mission de Gaby Charroux député de Martigues qui a été très décevant. Un autre rendez-vous a eu lieu avec Marie Arlette Carlotti qui nous a permis d'avoir un rendez-vous avec Sylvie Guillaume, députée européenne. Seulement deux personnes l'ont rencontrée ce 3 juin à Lyon et l'entretien a été de qualité.

A Strasbourg, l'entretien avec Eva Joly et Michèle Rivasi avait été décevant.

Aucune information sur les relances aux élus locaux (mairies et Conseil Départemental). La mairie de Septèmes a été abordée par Gérard Saint Martin qui attend une réponse ou un rendez-vous.

## **2.1 Organisation de séances publiques**

1 a été organisée à Martigues par le CCFD TS, 1 à Marseille par Attac13 et 1 à Aubagne par Attac Pays d'Aubagne. Toutes ces rencontres sont positives et visent à la sensibilisation du public.

Une action est en cours auprès de l'UL-CGT Pays d'Aubagne.

## **3 LE DEVENIR DE LA PLATEFORME**

### **3.1 DES QUESTIONS SE SONT POSÉES à la suite des dernières séances publiques à savoir :**

- quelle forme doit prendre la plateforme ?
- qui s'engage dans la constitution de celle-ci ?
- qu'envisagent de lui apporter les différentes associations?...

Il nous faut déterminer les actions à mener ensemble, les structurer, définir leur contenu et comment les développer. Nous étions partis dans un premier temps sur de la sensibilisation. Localement il nous faut être dans la lignée de la plateforme nationale.

### **3.2 Positionnement des associations**

Celles qui veulent continuer :

- Chasaadd, CCFD-TS, Survie, CADTM, Casa Tana, Attac Aubagne, Attac comités locaux 13, Peuples Solidaires, Vigicor, ACS.

Les autres :

- Bolomoÿ devait être représenté, pas de réponse donnée sur le fait de continuer ou non.
- Pacte Civique : Bernadette Schwartz a du mal à convaincre le groupe de rejoindre la plateforme elle donnera sa réponse plus tard.

### **3.3 Les positions prises, soit lors du tour de table soit par écrit.**

- Vigicor veut bien s'impliquer dans des actions tout autant qu'elles soient efficaces. L'association est structurée en plusieurs pôles comportant plusieurs personnes, chaque pôle ayant une compétence différente.
- ACS s'est prononcé en CA pour continuer et est d'accord pour se structurer en association. Françoise sera la seule à représenter l'association et ne pense pas pouvoir être remplacée en cas d'absence par manque de moyens humains.
- Peuples Solidaires est d'accord pour continuer dans la plateforme mais pas forcément sous une forme très structurée par manque de moyens. La fédération Peuples Solidaires a aussi la lutte pour la justice fiscale dans ses axes de travail.
- Attac comités locaux 13 s'engage à travailler régulièrement dans la plateforme, est sceptique sur le fait de la structurer juridiquement. Pensent qu'il faut garder l'autonomie des membres des différentes associations et suggère que lorsque des actions ou des initiatives sont prises par l'une d'entre elles, elles peuvent après information et accord, se mener avec la plateforme.
- CCFD-TS est d'accord pour continuer avec la plateforme mais sans en alourdir la structure du fait du manque de moyens. La question d'un « portage financier » reste posée
- Casa Tana s'est prononcé en CA pour continuer avec la plateforme.
- Survie est OK pour être compté dans les membres de la plateforme et pour être sur les listes de diffusion.
- ATTAC Pays d'Aubagne est d'accord pour mettre en place une structure permettant dans un premier temps un meilleur travail, meilleure coordination et planification avec les organisations adhérentes du 13 ainsi qu'avec les autres départements du sud-est pour des

actions communes si envisagées. Mise en place d'une structure étendue au grand sud-est nécessite des forces qu'apparemment nous n'avons pas pour l'instant mais peut être envisagée dans un futur plus ou moins proche en fonction des engagements pris par les différentes parties travaillant sur ce territoire.

#### **4 CONCLUSIONS DE NOS ECHANGES**

Il est convenu qu'on ne peut pas continuer avec des associations qui ne s'investissent jamais, il va falloir prendre une décision à leur propos.

La richesse de la plateforme est la complémentarité des actions menées par les différentes associations. Le fait de leur implantation dans des localités différentes représente un maillage du territoire qui peut être une force. Pour travailler ensemble sans cadre rigide et sans constitution d'une association spécifique, il faudrait tout de même avoir un document de référence pour qu'on puisse avoir le même discours cohérent en interne et vis-à-vis du public.

Il a été décidé de changer de nom, la plateforme s'intitule désormais :

#### **Plateforme Régionale de Lutte Contre les Paradis Fiscaux.**

Point sur la trésorerie et conditions d'adhésion : Paiement de 20€ pour chaque groupe adhérent. 147€ ont été dépensés, il reste donc 52€ en caisse. Dans l'immédiat c'est Hélène qui gère directement les fonds.

Pour la nouvelle organisation, il a été décidé de mettre en place un groupe de coordination qui serait une instance décisionnelle avec une réunion tous les 2 mois environ. Y participeraient Casa Tana, Attac Pays d'Aubagne, Vigicor, CCFD-TS.

Peuples Solidaires et Comités locaux d'Attac 13 donneront leur réponse ultérieurement.

Si une décision est prise par le groupe de coordination, il faudrait en informer les personnes qui sont sur la liste de diffusion de la plateforme.

Il serait souhaitable que les associations informent le groupe de coordination des actions qu'elles mènent en dehors de celles décidées par la plateforme afin de voir si elle peut être partie prenante.

Vigicor peut être un centre de ressources, ils peuvent apporter de la matière pour structurer un discours ainsi que des compétences.

Le groupe de coordination se réunira pour la première fois le mercredi 6 juillet 2016 de 14h30 à 16 H 30 à Peynier.

Fait par Solange Joué ce 8 juin, complété par Maryse et Jean-François